



BEZIAT FIDUCIAIRE ET AUDIT
Commissariat aux comptes
Expertise-Comptable

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

Association AVENIR JEUNESSE

9 Allée des Cèdres
30100 ALES

Siren : 306446733



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Association AVENIR JEUNESSE
9 Allée des Cèdres - 30100 ALES
Siren : 306446733

Exercice clos le 31/12/2025

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AVENIR JEUNESSE, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels, au paragraphe « Règles et méthodes comptables - Changement de méthode ».



3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Changement de méthode comptable :

Nous nous sommes assurés de la correcte mise en application du plan comptable général prévu par le règlement ANC n°2022-06 et de ses conséquences sur le règlement ANC N°2018-06, relatif aux comptes annuels des associations.

Nous avons également apprécié le caractère approprié des principes comptables appliqués et des informations communiquées dans les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux



normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nîmes, le 14 Avril 2026

S.A.R.L BEZIAT FIDUCIAIRE ET AUDIT	
Signé par Aude Beziat Le 14 avr. 2026	
	doc_1aEK tx_AMqb1erEexVz
Aude BEZIAT	

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés						
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	26 000		26 000	26 000		
	Constructions	250 062	17 384	232 678	243 987	11 309	4.64
	Installations techniques, matériel et outillage	27 606	11 223	16 383	1 419	14 964	NS
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	32 913		32 913	32 163	750	2.33
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	1 550		1 550	1 550		
	Total II	338 131	28 607	309 524	305 119	4 405	1.44
	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				793	793	100.00
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	198 865		198 865	160 476	38 389	23.92
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (2)	1 248		1 248	1 555	307	19.73
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	225 249		225 249	275 493	50 244	18.24
	Total III	425 362		425 362	438 317	12 954	2.96
	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	763 493	28 607	734 886	743 436	8 550	1.15

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12		Exercice N-1 31/12/2024 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	146 251		146 251			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité	122 837		92 426		30 411	32.90
	Autres						
	Report à nouveau	48 565		86 894		38 329	44.11
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	82 261		7 918		90 180	NS
	Situation nette (sous total)	399 915		317 654		82 261	25.90
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	399 915		317 654		82 261	25.90
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables						
	Avances conditionnées						
	Droits du concédant						
	Total II						
FONDS REPORTES ET DEBIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés	3 940		14 940		11 000	73.63
	Total III	3 940		14 940		11 000	73.63
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges	37 683		36 771		911	2.48
	Total IV	37 683		36 771		911	2.48
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	229 049		235 079		6 030	2.57
	Emprunts et dettes financières diverses (2)						
	Instruments financiers à terme						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	12 297		10 441		1 855	17.77
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	51 848		106 396		54 548	51.27
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	154		154			
	Produits constatés d'avance			22 000		22 000	100.00
	Total V	293 348		374 071		80 723	21.58
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	734 886		743 436		8 550	1.15

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)
(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations		80		120	40	33.33
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service		17 541		23 085	5 544	24.02
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation		676 971		614 955	62 016	10.08
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels		5 345			5 345	
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières		4 000		4 000		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions						
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		16 308			16 308	
Utilisations des fonds dédiés		14 000		76 518	62 518	81.70
Autres produits		15 513		18 531	3 018	16.29
Total I		749 757		737 209	12 548	1.70
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes		197 132		237 054	39 922	16.84
Aides financières		271			271	
Impôts, taxes et versements assimilés		12 461		16 433	3 972	24.17
Salaires et traitements		328 225		335 664	7 439	2.22
Cotisations sociales		106 526		135 274	28 748	21.25
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		13 013		7 846	5 167	65.85
Dotations aux provisions						
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés		3 000		4 000	1 000	25.00
Autres charges		218		4	214	NS
Total II		660 847		736 275	75 429	10.24
1 - Résultat d'exploitation (I-II)		88 911		934	87 977	NS

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs1 740

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs1 656

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	2 485		1 910		575	30.10
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III	2 485		1 910		575	30.10
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées	9 134		9 106		28	0.31
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV	9 134		9 106		28	0.31
2. Résultat financier (III-IV)	6 649		7 196		547	7.60
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	82 261		6 262		88 524	NS
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)			500		500	100.00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)			2 156		2 156	100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			1 656		1 656	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	752 242		739 620		12 622	1.71
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	669 980		747 538		77 557	10.38
5. EXCEDENT OU DEFICIT	82 261		7 918		90 180	NS

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 734 886.16 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 749 757.24 Euros et dégageant un excédent de 82 261.40 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'association Avenir Jeunesse a pour objet :

- gérer, animer et promouvoir toute activité éducative, culturelle et sociale qu'elle se propose de mettre en place et de développer dans les quartiers des Cévennes, des Prés Saint-Jean, de Cauvel La Royale, de Rochebelle, la commune de La Grand Combe, ainsi que dans tous les quartiers ou communes qui se justifieraient par la suite ;
- promouvoir, grâce à son expertise, des modes d'intervention afin d'agir avec des groupes de jeunes et avec les habitants des quartiers et des communes concernées, en vue d'une meilleure socialisation et promotion de la population et d'un développement social des territoires.

L'association Avenir Jeunesse porte, depuis sa création en 1987, une mission de prévention spécialisée qui constitue une action d'éducation spécialisée visant à permettre à des jeunes de 12 à 25 ans, en voie de marginalisation, de rompre avec l'isolement et de restaurer le lien social. Cette action est placée sous l'autorité des Conseils Départementaux dans le cadre des politiques de protection de l'enfance.

La loi du 6 Janvier 1986 a transféré aux Présidents de Conseils Départementaux les compétences de l'Aide Sociale à l'Enfance dont dépend la prévention spécialisée. Celle-ci est précisée dans les articles L.121-2 et L.221-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui stipule que le Département a "une mission de prévention de la marginalisation et d'aide à l'insertion dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale". Par ailleurs, l'ordonnance, du 1^{er} Décembre 2005 assimile les structures de prévention spécialisée à des établissements sociaux et médico-sociaux relevant désormais de la loi du 2 Janvier 2002 réformant l'action sociale.

La prévention spécialisée et les intervenants sociaux de ce secteur d'activité, bien que travaillant généralement pour des associations, exercent donc leur travail dans le cadre d'une mission de service public. En matière de protection de l'enfance, la prévention spécialisée concerne tout autant celle des inadaptations sociales que celles de la maltraitance ou de la délinquance et des conduites à risques. Elle prend en compte les données du contexte national, départemental et local, afin de s'inscrire dans une logique de politique globale d'action sociale.

L'association Avenir Jeunesse exerce cette mission de prévention spécialisée au sein de 3 quartiers de la ville d'Alès (Les Cévennes, Les Prés Saint-Jean et Cauvel-La Royale) et sur la commune de La Grand Combe. Le service a été complété par une mission de médiation sociale en 2016 au sein du quartier de Rochebelle à Alès. Les

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

accompagnants éducatifs individuels s'appuient sur un ensemble d'actions, de projets et d'interventions collectives qui s'incrivent dans le développement social local des territoires sur lesquels intervient l'association.

L'association Avenir Jeunesse intervient également dans le cadre de la politique de la ville sur des territoires dits prioritaires et peut être amenée à répondre aux appels à projets annuels. Il s'agit d'une politique transversale qui concerne la culture, l'urbanisme, le vivre ensemble, la sécurité, l'éducation, l'économie et l'emploi. Elle est mise en oeuvre dans le cadre d'un contrat de ville conclu avec différents opérateurs tels que l'Etat, la Région, le Département, l'Agglomération ou les communes et définissant des axes prioritaires.

Par ailleurs, depuis 2021, l'association Avenir Jeunesse mène une nouvelle mission concourant à développer et renforcer la prévention spécialisée au sein de nouveaux terrotires de la commune alésienne mais également sur de nouvelles communes telles que Cendras, Saint Julien Les Rosiers ou Saint Hilaire de Brethmas.

EFFECTIFS DE L'ASSOCIATION AU COURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice clos au 31 Décembre 2025, l'effectif de l'association s'est élevé à 9,19 E.T.P.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Il est rappelé que l'association a acquis, au cours de l'exercice 2023, une maison située au 5 Allée des Cèdres à Alès pour un prix de 130.000 euros. Le financement de cet investissement a été partiellement assuré par la souscription d'un emprunt bancaire de 240.000 euros auprès du Crédit Agricole Languedoc au taux de 3,95% et remboursable en 300 mensualités de 1.263,67 euros. Au cours de l'exercice clos au 31 Décembre 2025, le montant du capital remboursé s'est élevé à 6.013 euros et le capital restant dû à la clôture de cet exercice était de s'élevait à 228.397 euros.

D'autre part, en matière de gestion des ressources humaines de l'association, le départ d'une salariée dans le cadre d'une procédure de rupture conventionnelle a occasionné la paiement d'une indemnité de rupture de 5.780 euros. Par ailleurs, l'association a décidé cette année le versement d'une prime de partage de la valeur d'un montant total de 13.581 euros.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2022-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Il est par ailleurs rappelé que la continuité de l'exploitation est conditionnée au renouvellement des subventions obtenues au cours de l'exercice clos au 31 Décembre 2025. Il en résulte que l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite d'activité, notamment en ce qui concerne l'évaluation des postes d'actif et de passif, pourrait s'avérer inappropriée si certaines subventions n'étaient pas reconduites pour les prochains exercices.

Changement de méthode

Changement de méthode comptable :

La première application du règlement ANC n°2022-06 constitue un changement de méthode comptable. L'association applique une méthode prospective, le bilan et compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

En application de l'obligation prévue par le nouveau règlement, les changements induits sont les suivants :

- Présentation des montants comptabilisés dans le résultat courant en 2025 relatifs à des éléments qui auraient figuré en résultat exceptionnel avant l'application du Règlement :

- * Les produits concernant les immobilisations cédées au cours de l'exercice pour 16.308 euros figurent désormais dans le résultat d'exploitation 2025 (ligne Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles) ;

- * La valeur nette comptable des actifs cédés pour 271 euros est comptabilisée dans le résultat d'exploitation 2025 (ligne Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées) ;

- * Les produits sur exercices antérieurs pour 1.740 euros sont comptabilisés dans le résultat d'exploitation (ligne Autres produits).

- Présentation des changements induits par la suppression de la technique des transferts de charges :

- * Le montant des remboursements de frais de personnel (indemnités journalières de sécurité sociale et de prévoyance) est comptabilisé au crédit des charges de personnel en 2025 pour 12.372 euros ;

- * Les indemnités d'assurances sont comptabilisées dans la rubrique des autres produits pour 1.322 euros.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Informations générales complémentaires

Les cotisations des adhérents de l'association sont comptabilisées lors de leur encaissement effectif.

Les produits annuels de l'association sont constitués par les postes suivants :

- les cotisations de ses membres ;
- les subventions de l'Etat et des collectivités territoriales (Région Département, Communauté d'Agglomération et communes) ;
- les contributions financières d'établissements privés de mission d'intérêt public ;
- les ressources propres créées par l'association, telles que, par exemple, conférences, tombolas, loteries, concerts, spectacles ou publications, sans que cette liste ait un caractère limitatif.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Terrains	26 000		
Constructions sur sol propre	117 060		
Installations générales agencements aménagements des constructions	133 002		
Installations générales agencements aménagements divers	698		1 939
Matériel de transport	14 700		15 000
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	11 466		
TOTAL	302 926		16 939
Autres titres immobilisés	32 163		
Prêts, autres immobilisations financières	1 550		
TOTAL	33 713		
TOTAL GENERAL	336 639		16 939

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Terrains			26 000	26 000
Constructions sur sol propre			117 060	117 060
Installations générales agencements aménagements constr.			133 002	133 002
Installations générales agencements aménagements divers			2 637	2 637
Matériel de transport		14 700	15 000	15 000
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		1 497	9 969	9 969
TOTAL		16 197	303 668	303 668
Autres titres immobilisés			32 163	32 163
Prêts, autres immobilisations financières			1 550	1 550
TOTAL			33 713	33 713
TOTAL GENERAL		16 197	337 381	337 381

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Constructions sur sol propre		1 572	2 927		4 499
Installations générales agencements aménagements constr.		4 503	8 382		12 885
Installations générales agencements aménagements divers		628	256		884
Matériel de transport		14 700	658	14 700	658
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		10 117	790	1 226	9 681
TOTAL		31 520	13 013	15 926	28 607
TOTAL GENERAL		31 520	13 013	15 926	28 607
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	2 927				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	8 382				
Instal.générales agenc.aménag.divers	256				
Matériel de transport	658				
Matériel de bureau informatique mobilier	790				
TOTAL	13 013				
TOTAL GENERAL	13 013				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	146 251				146 251
Réserves	92 426		30 411		122 837
Report à nouveau	86 894	7 918-	11 891	42 302	48 565
Excédent ou déficit de l'exercice	7 918-	7 918	82 261		82 261
Situation nette	317 654		124 563	42 302	399 915
TOTAL I	317 654		124 563	42 302	399 915

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 43 I-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	14 940		14 000			3 940	3 940
Subv. C.D. Gard colloque	940					940	940
Subv. Fondation France	10 000		10 000				
Subv. Comm. LGC fresque	1 000		1 000				
Subv. ANCT fresque	3 000		3 000			3 000	3 000
Subv. ANCTdér. scolaire							
TOTAL	14 940		14 000			3 940	3 940

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	36 771	911			37 683
TOTAL	36 771	911			37 683
TOTAL GENERAL	36 771	911			37 683

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	1 550	1 550	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	7 145	7 145	
Divers état et autres collectivités publiques	179 258	179 258	
Débiteurs divers	11 023	11 023	
Charges constatées d'avance	1 248	1 248	
TOTAL	200 224	200 224	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	229 049	6 907	27 638	194 504
Fournisseurs et comptes rattachés	12 297	12 297		
Personnel et comptes rattachés	17 415	17 415		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	34 096	34 096		
Autres impôts taxes et assimilés	338	338		
TOTAL	293 194	71 052	27 638	194 504
Emprunts remboursés en cours d'exercice	6 013			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	90
Total	90

Détail des produits à recevoir

	Montant
FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR :	
- CEVIDEX solde honoraires mission sociale année 2024	90
Total	90

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	652
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 341
Dettes fiscales et sociales	25 865
Total	28 857

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Détail des charges à payer

	Montant
INTERETS COURUS SUR EPRUNTS BANCAIRES :	
- Intérêts courus su emprunt Crédit Agricole au 31/12/2025	652
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES :	
- BEZIAT FIDUC. & AUDIT solde honor. commis. aux comptes 2025	1 848
- CEVIDEX débours année 2025	58
- KOESIO consommation copies Décembre 2025	25
- CEVIDEX solde honoraires mission sociale année 2025	409
PERSONNEL CONGES A PAYER :	
- Dette provisionnée pour congés à payer au 31 Décembre 2025	17 415
ORGANISMES SOCIAUX CHARGES SUR CONGES A PAYER :	
- Dette provisionnée pour congés à payer au 31 Décembre 2025	8 450
Total	28 857

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	1 248
Total	1 248

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTATEES D AVANCE :			
- BNP LEASE location copieur 1° trim. 2026	909		
- OSWITCH hébergement site internet 2026	338		
Total	1 248		

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	240 000
Total	240 000

Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt du : Crédit Agricole Languedoc
Montant initial de cette garantie : 240 000
Montant restant dû en capital : 228 397
Date de fin d'échéance de la garantie : 05/11/2048
Nature de la sûreté réelle : hypothèque légale spéciale de prêteur de deniers

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association a mis en place un contrat visant à garantir le versement des indemnités de fin de carrière du personnel ayant une ancienneté supérieure à une année. A l'ouverture de l'exercice, le capital placé représentait une somme de 32.320 euros. Aucune cotisation n'a été versée sur ce contrat au cours de l'année 2025. Compte tenu du rendement des fonds investis, le capital disponible au 31 Décembre 2025 s'élevait à 33.232 euros.

Les engagements de retraite évalués au 31 Décembre 2025 s'élevant à 30.757 euros, ils s'avèrent donc inférieurs au montant du capital disponible sur le contrat souscrit auprès de l'organisme MALAKOFF MEDERIC.

En conséquence, aucune provision complémentaire n'a été constatée à la clôture de l'exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	2 932
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	13 155
35 à 44 ans	21 à 30 ans	12 861
moins de 35 ans	plus de 30 ans	1 809

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Engagement total	30 757
------------------	--------

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- profil de carrière à décroissance moyenne
- turn over faible
- taux d'inflation : 1,50%
- taux d'actualisation : 2,50%
- taux moyen de cotisations sociales patronales : 47,85%

	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité		30 757	

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Charges et produits sur exercices antérieurs

Nature	Montant	imputé au compte
Charges		
- Régul. fournisseur AITEC ancien copieur	1 487	75885000
- Remboursement notaire sur acte 2024	253	75885000
Total	1 740	